

Burundi : première visite du nouvel envoyé spécial de l'ONU Michel Kafando

RFI, 28 juin 2017 - Le nouvel envoyé spécial de l'ONU au Burundi, Michel Kafando est arrivé à Bujumbura ce 28 juin pour sa première visite depuis sa nomination. Il doit rencontrer aujourd'hui le ministre des Relations extérieures, Alain Aimé Nyamitwe, puis le président Pierre Nkurunziza, le 29 juin. Il poursuivra ensuite sa tournée dans la zone. Il s'agit pour le moment d'une réunion de prise de contact avant qu'il ne revienne dans la région dès la semaine prochaine pour entrer dans le vif du sujet. Force est de constater qu'il entame sa mission dans un contexte très difficile avec notamment un processus de sortie de crise totalement au point mort.

Au Burundi, les négociations sont totalement en panne. Pour la première fois, le facilitateur dans cette crise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, vient d'accuser formellement le gouvernement burundais d'en être le principal obstacle par son refus de discuter avec son opposition en exil. Les pressions de la communauté internationale, les sanctions de l'Union européenne n'y ont rien fait. Bujumbura continue de camper sur ses positions. C'est dans ce contexte particulièrement tendu que le nouvel envoyé spécial de l'ONU entame sa première visite au Burundi, une visite protocolaire notamment pour entrer en contact avec le président Pierre Nkurunziza, qu'il devrait rencontrer le 29 juin. Officiellement, le rôle de Michel Kafando est d'appuyer la médiation initiée par les pays de la région. Il va donc poursuivre cette tournée par la Tanzanie puis l'Ouganda pour y rencontrer Benjamin Mkapa et le médiateur en chef, le président Yoweri Museveni, avant de terminer par le siège de l'Union africaine (UA), à Addis-Abeba. Son objectif est très simple : tenter de pousser les acteurs de la crise, surtout le régime de Pierre Nkurunziza, à relancer un dialogue au point mort. Certains diplomates parlent d'une mission quasi-impossible. Cinquième commissaire de l'ONU persona non grata - Deuxième difficulté : cette visite survient alors que les relations entre l'ONU et le régime sont au plus mal. Accusé de graves violations des droits de l'homme depuis le début de la crise, le pouvoir burundais a réagi en décidant de se retirer de la Cour pénale internationale (CPI). Depuis, il refuse de collaborer avec une commission indépendante de l'ONU chargée d'enquêter sur ces crimes. Il a cessé toute collaboration avec le bureau de l'Office des droits de l'homme au Burundi. Il refuse par ailleurs de mettre en application une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui prévoit le déploiement de quelque 230 policiers au Burundi. Michel Kafando doit donc essayer de relancer la coopération avec les Nations unies et le gouvernement. Mais la situation est également très difficile sur ce plan. Bujumbura ne voulait plus entendre parler de son prédécesseur, Jamal Benomar. Michel Kafando est donc prévenu : la moindre critique pourrait lui valoir le même traitement, d'autant que Bujumbura en est déjà à son cinquième représentant spécial de l'ONU déclaré persona non grata, et ce sans aucune conséquence pour le régime.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});